



Japon, une crise d'identité (1995)

Jean-Pierre Durand

► To cite this version:

| Jean-Pierre Durand. Japon, une crise d'identité (1995). 2022. hal-03582575

HAL Id: hal-03582575

<https://hal.science/hal-03582575>

Preprint submitted on 21 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

JAPON : UNE CRISE D'IDENTITE

par Jean-Pierre Durand

Le Japon vient d'être frappé trois fois : dans sa chair à Kobé, dans ses certitudes lors de l'attentat au gaz sarin à Tokyo, dans sa lente prise de conscience que son modèle socio-économique n'est pas invincible. De fait, la crise économique que subit le Japon (une croissance nulle en 1994 et une croissance réelle de 1,3 % en 1995, bien plus faible que les prévisions de 2,5 %) et ses effets sociaux apparaissent bien moindres qu'on le dit généralement : l'opulence demeure. Mais le Japon est atteint dans son imaginaire ; aujourd'hui il doute de lui-même

Le tremblement de terre du 17 janvier 1995, qui a détruit immeubles et moyens de communication dans la région de Kobé, n'a pas seulement traumatisé le Japon par sa violence (5 300 morts). C'est aussi la lenteur des secours et de leur organisation qui a ébranlé la population japonaise dans sa confiance dans l'administration : un cafouillage entre la Préfecture et le Ministère de la Défense a retardé de plusieurs heures l'intervention de l'armée ; l'acceptation tardive du soutien des équipes de secours spécialisées suisses et françaises s'est compliquée de la mise en quarantaine des chiens suisses par le Ministère de l'Agriculture.

Le Japon était reconnu comme le pays dans lequel la délinquance et l'insécurité des personnes étaient les plus faibles du monde. L'attentat perpétré dans le métro de Tokyo le 20 mars dernier par la secte Aum a mis fin à cette certitude : beaucoup moins d'enfants non-accompagnés prennent le métro aux heures tardives. Le terrorisme, parce qu'il est aveugle, inquiète. La secte Aum aussi. Quoique les sectes religieuses soient un phénomène courant au Japon, celle-ci trouble les certitudes japonaises car en mêlant mysticisme, rationalisme et politique, elle a attiré en son sein les jeunes générations et en particulier des diplômés scientifiques des universités ou des cadres d'entreprises. Tout se passe comme si elle offrait un cadre d'expression à la contestation de la société japonaise que les lieux traditionnels (partis politiques, syndicats, associations para-entreprises,...) ne fournissent plus tandis que les jeunes sont pris d'un malaise existentiel dans une société où tout est déjà prévu, codifié.

Une reprise économique incertaine

A la suite de l'éclatement de la "bulle financière" en 1991, tandis que la récession mondiale sévissait dans tous les pays industrialisés, le Japon connaissait une crise sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La baisse de la demande intérieure n'était pas compensée par une demande externe pour deux raisons : d'une part la demande des autres pays industrialisés ne croissaient plus, tandis que les *transplants* japonais, installés à l'étranger, satisfaisaient une partie de la demande étrangère.

Or, le système d'emploi japonais, la *relation salariale* japonaise (emploi à vie, salaire à l'ancienneté et mobilité dans le groupe industriel, syndicats d'entreprise) possède des rigidités certaines malgré ce qui a été longtemps écrit sur sa prétendue plus grande flexibilité. En fait, la relation salariale japonaise fonctionne bien en phase d'expansion globale du système¹ mais rencontre quelques difficultés d'adaptation en phase de stagnation. Après avoir épuisé la flexibilité des heures supplémentaires qui ont été largement supprimées, les entreprises ont réduit les *bonus* (primes annuelles équivalent à 3 ou 5 mois de salaires) ou bien les ont payés en nature.

Aujourd'hui cela ne suffit plus et les grandes entreprises procèdent à des réductions d'effectifs en remerciant des salariés —en particulier des cadres— à l'âge de 50-55 ans. Ceux-ci sont encouragés à trouver un nouvel emploi dans une PMI jusqu'à leur retraite (60 ans), où ils reçoivent un salaire inférieur de 30 à 50 % pour un travail souvent plus stressant. Ainsi, parce que le mythe de l'emploi à vie dans les grandes entreprises est entamé, c'est tout le système des relations professionnelles japonaises qui est touché.

De plus, une difficulté n'arrivant jamais seule, la très forte hausse du yen réduit la compétitivité de l'industrie japonaise implantée dans l'archipel : l'heure est donc aux délocalisations qui accélèrent les pertes d'emplois. Le chômage a atteint 3,2 % en avril 1995 (environ 2 millions de personnes² dans un pays de 125 millions d'habitants) contre 1,9 à 2 % en 1990. Cela est devenu au Japon la preuve chiffrée selon laquelle le système est faillible. Cette situation ne manque pas de satisfaire nombre de commentateurs

¹ Cf. *Les faces cachées du modèle japonais*, Laboratoire D.T.T., Université d'Evry, 1994, ronéoté.

² Il faut ajouter à ces chômeurs (qui bénéficient d'une allocation dont la durée dépend du temps travaillé) 2 millions de salariés maintenus dans les entreprises grâce à un soutien étatique et en cours de formation avant leur transfert de poste. Enfin, rappelons que le chômeur est défini comme celui qui n'a pas travaillé plus d'une heure durant la semaine précédant l'enquête. Des institutions privées utilisant la définition du chômage du BIT l'évaluent à 9 - 10 %.

occidentaux, heureux de voir le Japon partager leurs problèmes : mais la “crise japonaise” n’a rien à voir, dans son intensité, avec ce que nous vivons. Comment pourrait-il en être ainsi là où le Japon dispose depuis plusieurs années d’un solde positif de 130 milliards de dollars de sa balance commerciale ?

L’état des lieux est plus ambivalent : le capital japonais semble avoir trouvé la solution à la poursuite de sa valorisation sans se préoccuper réellement du futur de ses salariés nationaux.

La conversion du modèle japonais

Les premières grandes délocalisations, aux Etats-Unis et en Europe, avaient un objectif commercial : enjamber les barrières douanières (Europe) ou respecter les accords d’auto-limitation des ventes (Etats-Unis pour l’automobile). Elles ont bientôt possédé un deuxième atout : produire à meilleur coût que les unités du Japon, après la hausse du yen de 1985. Dès cette époque, l’industrie électronique japonaise a renforcé ses implantations en Asie. Aujourd’hui le Japon est importateur net de téléviseurs.

Face à la nouvelle augmentation du yen, le mouvement de délocalisations a repris. Ce ne sont plus seulement les grandes entreprises qui s’installent en Asie mais de plus en plus les PMI sous-traitantes et fournisseurs des unités japonaises, américaines ou européennes des grandes firmes japonaises : il s’agit de réduire au maximum les coûts des composants (électroniques ou automobiles) grâce à une main-d’œuvre bien moins chère qui sait aujourd’hui produire de la qualité.

Il est vrai que la première destination des investissements japonais reste l’Amérique du Nord (nouveaux *transplants* Toyota et Nissan en particulier), mais la tendance lourde est l’accroissement rapide de l’investissement nippon en Asie³. Au-delà des traditionnelles implantations en Thaïlande, en Malaisie ou en Indonésie, les investisseurs jouent maintenant la Chine et le Viêt-nam. En Indonésie ou en Thaïlande les grandes entreprises ou des banques comme Sumitomo ont créé des *parcs industriels* qui permettent aux PMI japonaises de démarrer rapidement leurs activités.

³ Il faudrait aussi parler de la délocalisation des activités R et D dans les technologies de l’information des grandes firmes de l’électronique japonaise vers l’Europe et les Etats-Unis. Mais comme l’a écrit *The Nikkei* (12 juin 1995), la logique de délocalisation est différente, il s’agit ici d’être proche des lieux de créativité dans des technologies extrêmement pointues.

Dans le secteur électronique, les firmes japonaises comptent avoir installé environ 50 % de leurs activités à l'étranger et en Asie en particulier (78 % pour Aïwa). Honda a installé une usine de motocyclettes au Viêt-nam. Toyota y ouvrira bientôt une unité de montage automobile. Mazda, firme la moins implantée à l'étranger, pourrait s'installer en Thaïlande. A moyen terme la majeure partie des petites cylindrées japonaises sera construites en Asie. A la demande des pays d'accueil, les firmes s'associent avec le capital local et transfèrent une partie de leur savoir-faire, tout en évitant de créer de nouveaux concurrents qui s'autonomiseraient. L'enjeu, selon les firmes japonaises elles-mêmes, consiste à conserver les activités à haute valeur ajoutée sur le sol japonais tout en maintenant une avance technologique qui décourage les nouveaux compétiteurs éventuels.

Ainsi, le capital japonais s'appuie sur un handicap (le yen fort) pour fonder une stratégie à long terme qui le renforce : en investissant en Asie, parce que la main-d'œuvre n'y est pas chère, il contribue à développer des marchés dont il sera le premier bénéficiaire puisqu'il y est déjà présent ! Ce qui fera vraisemblablement du capitalisme japonais le plus puissant des capitalismes dans moins de trois décennies.

Si le capital japonais a trouvé des solutions à la crise de sa valorisation (la majorité des firmes feront des bénéfices en 1995 malgré une faible croissance de 1,3 %), qu'en est-il du système de relation salariale qui a conduit le capitalisme japonais à sa maturité ?

L'emploi à vie est déstabilisé : la presse rapporte quotidiennement des cas de salariés remerciés au deux-tiers de leur carrière et les jeunes recrutés savent que les certitudes d'antan n'ont plus cours. Même si ce phénomène nouveau frappe l'imaginaire des Japonais (et des Occidentaux) parce qu'il indique que la page de la stabilité et de l'expansion est tournée, il ne faut pas en exagérer l'importance concrète : ce ne sont qu'environ 20 à 25 % de la population active qui bénéficiaient de cet emploi à vie. Ce qui est affirmé derrière ce changement c'est la recherche d'un accroissement rapide de la productivité dans le tertiaire industriel des grandes compagnies exportatrices : en effet, la baisse de profitabilité d'une firme exemplaire pour la rationalisation de ses ateliers comme Toyota est imputée à la faible productivité des ses cols blancs.

La conséquence en est cette sorte de "normalisation" de la relation salariale japonaise : la recherche de flexibilité en volume de la production et les objectifs de productivité conduisent à licencier en milieu de carrière (on parle de *middle-life*

employment au lieu de *life employment*) mais aussi à recruter en milieu de carrière de meilleurs éléments, comme l'a annoncé récemment Toyota. La même firme a changé son système de salaire : elle rémunère de moins en moins automatiquement l'ancienneté ou la productivité directe du travail ou le nombre de suggestions proposées et elle attache de plus en plus d'importance à l'implication et à la loyauté de chaque salarié, au bureau comme à l'atelier. Enfin, elle réduit le recrutement des diplômés de l'université (140 prévus en 1996 contre 883 en 1992) pour lesquels les résultats de l'entretien individuel et le potentiel de créativité comptent plus que le prestige de l'université d'origine.

Les spécificités de la relation salariale japonaise disparaîtront peu à peu (créant peut-être un renouveau de l'activité syndicale), mais cette normalisation s'étendra au moins sur une à deux décennies. Parallèlement, la régulation interne, à travers laquelle les secteurs d'exportation financent la faible efficacité de l'agriculture, de l'administration, de la distribution ou d'autres services domestiques, s'essoufflent. Dans chaque secteur il est de plus en plus demandé rationalisation et productivité.

Et c'est peut-être là que les effets seront les plus spectaculaires sur l'emploi : les services de prospective du Ministère du Travail projettent la compensation des pertes d'emplois liées à la délocalisation par la création d'emplois dans les services et dans l'activité de *discount* plus particulièrement. Mais combien d'intermédiaires et de petits commerçants auront disparu ? Quelle valeur créée - du point de vue du capital - dans le développement des soins à domicile des personnes âgées⁴ ? Autrement dit, quelles chances de voir se perpétuer le quasi-plein emploi qu'a connu le Japon durant trois décennies ?

Le rôle international du Japon

La force du capitalisme japonais a été de mobiliser les salariés lors des grandes crises : que ce soit lors des chocs pétroliers des années 70, lors de la hausse du yen de 1985 ou après l'éclatement de la bulle financière, l'économie japonaise - et plus particulièrement les résultats des entreprises - ont rebondi à partir de l'engagement des salariés (productivité accrue, heures supplémentaires, etc.).

⁴ Le Japon est le pays qui aura le plus fort taux de personnes âgées en 2025 : 25,8 % contre 24,1 % pour l'Allemagne et 20,8 % pour la France.

De nouvelles voies de mobilisation existent autour du rôle que peut jouer le Japon dans l'arène internationale. La presse s'en fait déjà l'écho. Il s'agit d'abord de constituer un "bloc yen" et de transformer la monnaie japonaise en troisième monnaie mondiale. Le processus est en cours à travers le libellé en yens de plus en plus fréquent des facturations japonaises et asiatiques ou à travers le nouveau rôle de monnaie de réserve que joue le yen. La poursuite du déséquilibre commercial en sa faveur, le maintien du cours élevé du yen et l'expansion économique de l'Asie sous influence japonaise, tracent la voie d'un système monétaire international à trois centres. Le Japon pourrait y tenir un rôle de premier plan, face à un dollar affaibli par ses déficits et un deutsche mark plus préoccupé par son rôle national qu'international.

Par ailleurs, le Premier Ministre japonais a officiellement revendiqué un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU, confirmant par là la volonté du Japon de jouer un rôle international accru, y compris avec tous les devoirs et obligations que cela implique. La première étape a été la participation japonaise à la Force de Paix envoyée par l'ONU au Cambodge. Ses prochains engagements internationaux pourraient conduire à une modification de l'article de la Constitution de 1946 qui lui interdit de créer ou de maintenir tout potentiel de guerre. L'amendement de cet article divise les Japonais, mais l'enjeu de nouvelles reconnaissances internationales, liées à un nouveau rôle de sa monnaie⁵ pourraient modifier les attitudes.

Il reste qu'avant de pouvoir occuper ce premier rôle le Japon aura à clarifier, d'abord aux yeux des pays de l'Asie qu'il a occupés puis aux yeux de la planète toute entière, le rapport qu'il souhaite entretenir avec sa propre histoire. Ici plus qu'ailleurs le Japon est déchiré : qu'une pétition de cinq millions de signatures des familles de soldats de l'armée impériale disparus ne reconnaisse pas la nature de l'occupation japonaise en Chine et en Corée, ni celle de la dernière guerre, n'est pas une mince affaire. Non seulement plusieurs assemblées préfectorales se sont rétractées après avoir voté des motions condamnant la "guerre d'agression" japonaise (*Asahi Shimbun*, 25 mai 1995), mais la chambre des représentants a voté du bout des lèvres (251 voix sur 502 !), dans un hémicycle à plus de la moitié vide, une résolution quelque peu ambiguë pour célébrer

⁵ Les deux domaines, militaire et monétaire, sont extrêmement imbriqués et l'on ne saurait oublier que les devises dominantes (la livre puis le dollar) ont historiquement été celles des pays dont la force militaire et en *particulier navale* dominaient le monde. Peut-on penser sérieusement que sans leur puissance aéronavale d'intervention quasi-immédiate en tout lieu du globe, les États-Unis pourraient continuer à faire libeller dans leur monnaie la majorité des échanges ou que le dollar demeurerait la principale monnaie de réserve ? Que valent les bourses de New-York et de Chicago sans des flottes du Pentagone ?

la fin de la seconde guerre mondiale. D'une part l'assemblée s'incline devant "la mémoire des morts de la guerre" (c'est-à-dire de ceux de tous les camps), d'autre part elle exprime des regrets en évitant de demander pardon, sans citer ni caractériser précisément les faits et les pays victimes. D'où les protestations véhémentes de plusieurs pays asiatiques et en particulier de la Corée.

C'est à cette condition que la coalition rassemblant le Parti Libéral-Démocrate et le Parti Socialiste n'a pas éclaté. Mais la faiblesse du système politique japonais est à nouveau apparu : face au PLD usé par le pouvoir et miné par ses divisions, nulle alternative n'émerge réellement, manifestation supplémentaire de la crise identitaire qui sévit au Japon.